

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70004
18 019 BOURGES

BOURGES, le 24/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/05/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Ciments Calcia-EPC FRANCE

Usine de Beffes
Route des Picardeaux
18320 Beffes

Références : VAT 2023 0395
Code AIOT : 0010002289

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/05/2023 dans l'établissement Ciments Calcia-EPC FRANCE implanté Le Grand Champ de Beffes 18320 Beffes. L'inspection a été annoncée le 17/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques

(<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Ciments Calcia-EPC FRANCE
- Le Grand Champ de Beffes 18320 Beffes
- Code AIOT : 0010002289
- Régime : Autorisation 2515 - CARRIERE
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Cette carrière de calcaire a été autorisée pour une durée de 30 ans. La superficie autorisée est de 177ha 63a 54ca pour une surface exploitable de 123ha 73a 83ca. Les matériaux extraits sont ensuite traités dans les installations de la cimenterie à proximité immédiate du site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les suites de l'inspection précédente,
- les garanties financières,
- l'exploitation du site (plan annuel avec les rapports de contrôles, l'extraction, les suivis, le bornages, ...).

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	EXTRACTION A SEC	Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article III.4.D	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
6	EXTRACTION EN GRADINS	Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article III.4.O.b	/	Lettre de suite préfectorale	18 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	NATURE DES ACTIVITES	Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article I.2	/	Sans objet
4	BORNAGE	Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article III.1.B	/	Sans objet
7	ABATTAGE A L'EXPLOSIF	Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article III.4.D	/	Sans objet
8	PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES	Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article III.5.A.a	/	Sans objet
11	CONTRÔLES ACOUSTIQUES	Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article III.5.D.e	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
12	VIBRATIONS	Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article III.5.D.f	/	Sans objet
15	INCENDIE ET EXPLOSION	Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article III.6.B	/	Sans objet
16	REMISE EN ETAT COORDONNEE A L'EXPLOITATION	Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article III.7.B	/	Sans objet
17	SUIVI ANNUEL D'EXPLOITATION	Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article III.7.B.a	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	QUANTITÉ	Arrêté Préfectoral du 28/06/2013, article 1	/	Sans objet
2	GARANTIES FINANCIERES	Arrêté Préfectoral du 28/06/2013, article 3	/	Sans objet
9	REJET DANS LE MILIEU NATUREL	Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article III.5.A.c	D1 – D2 – D3 – D4 VI 01/12/2020	Sans objet
10	SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES	Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article III.5.A.d	/	Sans objet
13	GARDIENNAGE	Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article III.5.D.f	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avari(ent) été donnée(s)	Autre information
14	INFORMATION	Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article III.6.A.c	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les fiches ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : QUANTITÉ

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/2013, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, QUANTITÉ
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'article 1.2.B de l'arrêté préfectoral n°2009.11335 du 5 août 2009 est remplacé par les dispositions suivantes: La quantité maximale de matériaux extraits de la carrière pour la fabrication de ciments sera de 1 300 000 tonnes/an avec une moyenne de 1 063 000tonnes/an.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : L'exploitant en 2022 a extrait 619 513 tonnes de calcaires et 31 300 tonnes d'argiles. L'exploitant est en dessous du tonnage autorisé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : GARANTIES FINANCIERES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/2013, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, GARANTIES FINANCIERES
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'article III.A de l'arrêté préfectoral n°2009.1.1335 du 5 août 2009 est remplacé par les dispositions suivantes : Le montant de référence des garanties financières est établi conformément aux dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation sur les installations classées. L'exploitation est menée en 6 périodes quinquennales. [...] L'indice TPO1 utilisé pour le calcul du montant de référence est celui en vigueur au 1er décembre 2012 (702,1). Les superficies indiquées correspondent aux valeurs maximales atteintes au cours de la période considérée.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Les valeurs S1, S2 et S3 sont inférieures aux valeurs limites. L'exploitant est dans sa 3ème phase quinquennale d'exploitation. Cette phase arrive à échéance le 05/08/2024. Il est à noter que les valeurs sont inférieures suite au retard de phase notamment sur la phase nord du site. Lors de la mise à jour du phasage, l'exploitant devra également mettre à jour les garanties financières. Suite à l'augmentation de l'indice TP01 de plus de 15 % le calcul des garanties financières a été recalculé. L'exploitant a présenté l'acte de cautionnement du 19 décembre 2022 qui expire le 5 août 2024.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : NATURE DES ACTIVITES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article I.2
Thème(s) : Risques chroniques, RUBRIQUES
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Liste des installations classées de l'établissement Voir AP (Uniquement la rubrique 2510)
Constats : L'arrêté préfectoral n'a pas été mis à jour.
Observations : Lors de l'inspection, il a été constaté des activités relevant des rubriques 2719 et 2515 sur le périmètre de l'autorisation de la carrière. Des photos datées montrent la présence de ces activités sur le site depuis de nombreuses années. Ces deux activités (Installation de traitement de déchet non dangereux et concassage) sont à la limite du périmètre de la carrière et à proximité immédiate de l'usine.Par ailleurs, le périmètre de l'usine de Calcia est collé au périmètre de la carrière Calcia. Lors de l'enquête publique de la carrière et de l'usine, les activités des rubriques 2791 et 2515 soumises à autorisation ont été intégrées à l'arrêté d'autorisation de l'usine (n°2017-DDCSPP-164) et non à l'arrêté de la carrière. L'exploitant devra donc déposer un porter à connaissance afin de mettre à jour l'arrêté de carrière et l'arrêté de l'usine.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : BORNAGE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article III.1.B
Thème(s) : Risques chroniques, BORNAGE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation. Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Constats : L'exploitant devra justifier l'absence de bornes au sud-ouest afin de délimiter le périmètre du site.
Observations : Certaines bornes ont fait l'objet d'un contrôle, certaines sont inaccessibles. Par ailleurs, l'exploitant devra justifier l'absence sur le site et les plans des bornes au Sud-Ouest du site. Ces bornes permettent de vérifier notamment les distances d'extraction et de déterminer le périmètre de l'autorisation. Pour rappel, les bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : EXTRACTION A SEC

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article III.4.D
Thème(s) : Risques chroniques, EXTRACTION A SEC
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le carreau de la carrière aura pour cote minimale 120 m NGF au Sud et 115 m NGF au Nord.
Constats : La cote minimale du carreau de la carrière est non respectée en partie Sud du site.
Observations : <p>Sur le plan annuel fourni par l'exploitant, la cote minimale est de 116,50 m NGF au Sud et 122,85 m NGF au Nord. L'exploitant précise en zone sud que la cote de fond de fouille de l'étage 5 était de 116,5 m NGF avant la demande de poursuite de l'autorisation.</p> <p>L'exploitant indique également que cette côte figure sur les plans topographiques de l'étude d'impact datant de 2008. L'inspection a rappelé à l'exploitant qu'en 2009 avant la prise d'acte de l'autorisation, il a été consulté pour prendre connaissance des prescriptions de sa nouvelle autorisation. Il aurait donc pu solliciter une modification de son arrêté préfectoral si effectivement, il y avait une erreur.</p> <p>Conformément au R.180-45 du Code de l'environnement, l'exploitant peut solliciter une adaptation des prescriptions imposées par son autorisation, en justifiant dans ce cas, que la cote minimale du carreau de la carrière n'a pas d'incidence sur la nappe.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 6 : EXTRACTION EN GRADINS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article III.4.0.b
Thème(s) : Risques chroniques, EXTRACTION EN GRADINS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La hauteur de chaque gradin n'excédera pas 15 m. La progression des niveaux d'extraction sera réalisée de manière à maintenir en permanence l'accès à toutes les banquettes.
Constats : La hauteur du front à l'étage 2 en zone nord est supérieure à 15 m.
Observations : L'exploitant a fourni un tableau avec des hauteurs moyennes de gradins. Suite à l'inspection, il a transmis par message électronique le 9 juin 2023, un tableau établi par le géomètre avec les hauteurs maximums des gradins du site. Il a été constaté que le gradin à l'étage 2 en zone nord a une hauteur de 15,5 m. Cette hauteur représente 77,8 m sur les 497 m de linéaire. Par message électronique du 9 juin 2023, l'exploitant a également précisé qu'il va veiller à suivre les hauteurs maximums de ces gradins et non les valeurs moyennes. Il estime à un an et demi la correction de la hauteur de ce gradin en référence aux ventes de ciments en 2023 pour revenir à une hauteur de 15 m.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 18 mois

N° 7 : ABATTAGE A L'EXPLOSIF

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article III.4.D
Thème(s) : Risques chroniques, ABATTAGE A L'EXPLOSIF
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant définit un plan de tir dans le cadre de l'abatage du gisement par des substances explosives. L'exploitant prend en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assure la sécurité du public lors des tirs. Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables.
Constats : Les plans des tirs n'étaient pas disponibles le jour de l'inspection.
Observations : L'exploitant soustrait les tirs de mines à l'entreprise EPC FRANCE. Suite à un problème informatique, le jour de l'inspection, les plans n'étaient pas disponibles. Par mail du 9 juin 2023, l'exploitant a transmis un lien pour accéder au site. Le site étant sécurisé, l'inspection n'y a pas accès. L'exploitant devra transmettre les plans des tirs réalisés sur la partie Nord 2 avec les mesures de vibration (voir la fiche de constat vibration) ainsi que les autorisations nécessaires pour effectuer ces tirs.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article III.5.A.a
Thème(s) : Risques chroniques, PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Aire de ravitaillement : Le ravitaillement et l'entretien des engins sont réalisés sur une aire étanche reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Aire de stockage : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;- 50 % de la capacité des réservoirs associés. Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme des déchets.
Constats : Le séparateur d'hydrocarbure n'a pas fait l'objet d'un contrôle annuel.
Observations : Lors de l'inspection, il a été constaté la présence d'une aire de ravitaillement bétonnée. Sur celle-ci, un avaloir conduit les liquides vers un séparateur à hydrocarbures. Le séparateur d'hydrocarbure n'a pas été contrôlé depuis 2 ans. L'inspection rappelle que ces actions sont à réaliser au minimum une fois par an. L'exploitant a transmis par message électronique le devis validé pour le nettoyage de celui – ci en date du 6 juin 2023. L'exploitant devra transmettre les bons d'interventions du nettoyage du séparateur d'hydrocarbure pour l'aire étanche et le bassin d'orage.Par ailleurs, il a été constaté dans le bungalow l'absence de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols sur le site. L'exploitant a précisé que les produits étaient stockés au niveau de l'usine qui se situe à proximité immédiate du site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : REJET DANS LE MILIEU NATUREL

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article III.5.A.c
Thème(s) : Risques chroniques, REJET DANS LE MILIEU NATUREL
Point de contrôle déjà contrôlé : D1 – D2 – D3 – D4 - VI 01/12/2020
Prescription contrôlée : Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel doivent respecter les prescriptions suivantes : <ul style="list-style-type: none">- Le pH est compris entre 5,6 et 8,5,- La température est inférieure à 30° C,- Les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NFT 90-105) ;- La demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 126 mg/l (norme NFT 80-101) ;- Les hydrocarbures totaux ont une concentration inférieure à 5 mg/l (norme NFT 80-114). Ces valeurs limites seront respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures ; en ce qui concerné les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne devra dépasser le double de ces valeurs limites. La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne devra pas dépasser 100 mg Pt/L . Le débit maximal de rejet sera de 300 m³/h dans le canal et de 15 m³/h en continu dans le ruisseau, dans les conditions normales d'utilisation. Ces débits seront mesurés selon une fréquence mensuelle. Les émissaires sont équipés d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement. Les émissaires sont équipés d'un dispositif de fermeture rapide. Des analyses de contrôle des paramètres susvisés seront réalisées par un laboratoire agréé tous les trimestres. Les résultats seront transmis à l'inspection des installations classées. Ils seront conservés par l'exploitant pendant toute la durée de l'autorisation.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : L'exploitant tient à jour le suivi des consommations et prélèvements d'eau sur son site. Les résultats sont transmis à l'agence de l'eau chaque année. Les analyses de contrôle des eaux sont réalisées par le laboratoire Eurofins. Les valeurs des pH étaient élevées en juillet et en décembre sur l'année 2022. L'exploitant a justifié ces écarts suite à un problème de flotteur sur la pompe doseuse d'acide. Par ailleurs, l'exploitant a mis en place une mesure en continu du débit maximal de rejet dans le canal et dans le ruisseau. Un rapport est édité tous les mois. En cas d'anomalie, une alarme est présente en salle de contrôle afin de fermer rapidement la vanne.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article III.5.A.d
Thème(s) : Risques chroniques, SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le rejet direct ou indirect même après épuration d'eaux résiduaires dans une nappe souterraine est interdit. La qualité des eaux souterraines fera l'objet d'une surveillance. À cette fin, les six piézomètres existants seront complétés par l'implantation d'un septième piézomètre en zone Nord Est. [...] Des prélèvements seront réalisés tous les semestres, le niveau de l'eau sera relevé à ces occasions. Les analyses porteront sur : pH, Chrome, nickel, Mercure, Potentiel redox, COT, Résistivité, Fluorures, Aluminium et Phénol. Les modalités pratiques de cette surveillance seront définies dans une consigne. Toute anomalie devra être signalée à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais, avec les causes, les mesures prises pour y remédier ou les investigations engagées. Les résultats des analyses seront tenus à la disposition des agents chargés des contrôles et seront conservés par l'exploitant pendant toute la durée de l'autorisation.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Le site est doté de 7 piézomètres identifiés sur un plan. L'inspection a contrôlé le piézomètre 25 bis, 25 et 26 sur le site. Des prélèvements ont eu lieu en juin et en décembre 2022. Il n'a pas été constaté d'évolution significative par rapport à l'année 2021. L'exploitant tient à jour un tableau avec l'ensemble des analyses.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : CONTRÔLES ACOUSTIQUES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article III.5.D.e
Thème(s) : Risques chroniques, CONTRÔLES ACOUSTIQUES
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un contrôle des niveaux sonores sera réalisé au plus tard en 2010 puis tous les 3 ans et notamment lorsque les fronts de taille de la carrière se rapprochent de zones habitées. Les résultats des mesures (émergences et niveaux de bruit en limite de propriété) sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Un dépassement de l'émergence au point 1 en période nocturne a été relevé lors du contrôle du mois de novembre 2021.
Observations : L'exploitant a transmis le rapport de contrôle des mesures de bruit qui ont eu lieu des 4 et 5 novembre 2021 par message électronique du 6 juin 2023. L'inspection constate au point une émergence non conforme (un dépassement de 1,3 dB(A)). Ce point est situé à l'extrême nord de la zone à proximité de l'entrée de l'usine. Les maisons appartiennent à Calcia et elles ne sont plus occupées. L'exploitant devra programmer une mesure de bruit en période d'activité, en cas de dépassement de l'émergence ou autres dépassements, il devra proposer des mesures de réduction. Le nouveau rapport devra être transmis à l'inspection dès réception avec les mesures mises en place le cas échéant.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : VIBRATIONS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article III.5.D.f
Thème(s) : Risques chroniques, VIBRATIONS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tirs de mines : Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction. [...] Les résultats de ces mesures seront conservés sur le site à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]
Constats : Les résultats des mesures des vibrations n'étaient pas disponibles sur le site le jour de l'inspection.
Observations : L'exploitant indique qu'à chaque tir de mines, les vibrations font l'objet d'un enregistrement par un sismographe. Trois sismographes ont été installés à 650 m, 850 m et 900 m au Nord. Suite à un problème informatique, l'exploitant n'a pas été en mesure de transmettre les mesures réalisées en 2022. Les opérations sont soustraitées par le prestataire de l'entreprise Minage. L'exploitant a transmis l'analyse de la revue de direction qui recense 64 tirs de mines en 2022 et précise qu'aucun résultat de vibration n'a été supérieur à la valeur autorisée. L'exploitant devra transmettre à l'inspection toutes les mesures effectuées lors des tirs en partie Nord 2 du site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : GARDIENNAGE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article III.5.D.f
Thème(s) : Risques chroniques, GARDIENNAGE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Le site est fermé en dehors de la présence des agents qui interviennent à l'exploitation de la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : INFORMATION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article III.6.A.c
Thème(s) : Risques chroniques, INFORMATION
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les dangers sont signalés par des pancartes placées, d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux , d'autre part à proximité des zones clôturées.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : L'inspection a constaté la présence des pancartes placées, d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux pour signaler les dangers du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : INCENDIE ET EXPLOSION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article III.6.B
Thème(s) : Risques chroniques, INCENDIE ET EXPLOSION
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. [...] - Rendre facilement accessible et toujours disponible, un brancard. Le Kit anti pollution et les produits absorbants, la bouée et sa touline, le gilet de sauvetage et sa perche et une trousse de premiers secours. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.
Constats : Le matériel n'est pas vérifié annuellement.
Observations : L'inspection a constaté la présence d'une touline ainsi qu'une bouée en très mauvais état et l'absence de gilet de sauvetage et d'une perche à proximité du bassin. Par ailleurs, la clôture du bassin devra également être réparé sur la partie nord. Le kit anti pollution est soit dans les véhicules soit au niveau de l'atelier. Le matériel ne fait l'objet d'aucun contrôle.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : REMISE EN ETAT COORDONNEE A L'EXPLOITATION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article III.7.B
Thème(s) : Risques chroniques, REMISE EN ETAT COORDONNEE A L'EXPLOITATION
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La remise en état devra être coordonnée à l'exploitation conformément aux plans de phasage des travaux et de remise en état du site annexés au présent arrêté. L'exploitation de la phase (n+2) ne peut débuter que si la phase (n) est remise en état.
Constats : L'exploitation du site est en retard sur son phasage par rapport à l'autorisation actuelle.
Observations : L'exploitation du site devrait être dans la 3ème phase quinquennale d'exploitation, celle-ci se termine en 2024. L'inspection a constaté qu'il y avait pratiquement une phase quinquennale de retard. L'exploitant justifie cela par la baisse d'activité suite aux chantiers de construction qui ont été annulés. L'exploitant devra mettre à jour son plan de phasage ainsi que le calcul des garanties financières.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : SUIVI ANNUEL D'EXPLOITATION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article III.7.B.a
Thème(s) : Risques chroniques, SUIVI ANNUEL D'EXPLOITATION
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à la superficie de la carrière sera dressé chaque année. Il sera versé au registre d'exploitation de la carrière et fera apparaître notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage, – les bords de la fouille, – les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état, – l'emprise des infrastructures (voies d'accès, ouvrages et équipements connexes, des stocks de matériaux et des terres de découvertes), – les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière, – les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, – le positionnement des fronts, – la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection. <p>Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau.) seront consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières seront mentionnés et explicités. Un rapport annuel d'exploitation présentant les quantités extraites, la synthèse des contrôles périodiques effectués dans l'année (bruit, poussières, eau.) les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation sera annexé au plan sus-nommé. Ce plan et ses annexes seront transmis chaque année avant le 1er février à l'inspection des installations classées. Un exemplaire de ce plan sera conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Ce plan devra être réalisé, sur demande de l'inspection des installations classées, par un géomètre, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.</p>
<p>Constats : Le plan devra être complété avec l'emplacement des bornes et les abords dans un rayon de 50 mètres. L'exploitant n'a pas annexé au rapport les documents du fait marquant du 2 mars 2023.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection le rapport annuel d'exploitation de la carrière avec le plan du site. Le plan devra être complété avec l'emplacement des bornes et les abords dans un rayon de 50 mètres.</p> <p>Dans les mesures de sécurité, l'exploitant a signalé un incident survenu le 2 mars 2023 : glissade de la chargeuse 988 dans un fossé. La personne dans la chargeuse n'a pas été blessée. Aucune pollution n'a été constatée. Cet incident n'a pas eu lieu lors de l'exploitation du site. Des actions et un rapport d'incidence a été présenté à l'inspection le jour de la visite. L'exploitant a justifié à l'inspection qu'il n'a pas prévu la DREAL, car il ne s'agissait pas d'un incident d'exploitation. L'inspection rappelle que l'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les incidents ou accidents survenus sur le site et de transmettre l'analyse et les circonstances de celui-ci dans un délai de 15 jours conformément à l'article II.3 de l'arrêté d'autorisation de 2009. Les documents devront être transmis à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

